Mercredi 3 octobre 1979 – No 1 138

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Un peuple meurt : resterons-nous les bras croisés ?

« *DANS un an, il n'y aura plus au Cambodge qu'un million de Khmers survivants* ». Cet avertissement dramatique du prince Sihanouk n'est jamais qu'une confirmation de ce que chacun sait aujourd'hui : un peuple est en train de mourir, un peuple est en train de se faire rayer de la carte.

Et qui pourra nier devant cette réalité insoutenable que l'invasion vietnamienne de janvier, présentée par Hanoï comme une « aide » au peuple cambodgien, a aggravé la situation au point qu'aujourd'hui, les experts de la Croix-Rouge et de l'UNICEF affirment : « *Il n'y a pratiquement plus d'enfants de moins de cinq ans en vie au Cambodge* ».

En raison de l'invasion vietnamienne et des combats qui ont suivi, en raison de la désorganisation totale de l'économie, de l'abandon des cultures (seulement 10 % des rizières ont été cultivées cette année), de la destruction des digues et des canaux d'irrigation sous les bombardements vietnamiens, il n'y a pratiquement plus de riz au Cambodge.

Quand, en plus, on apprend qu'un projet de loi foncière va être promulgué par l'administration de Phnom-Penh, mise en place par Hanoï, et que ce projet prévoit la réquisition des terres non-exploitées et l'installation de dizaines de milliers de colons vietnamiens sur le sol cambodgien ;

Quand on sait que le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, a déclaré que les Cambodgiens étaient « heureux » ;

Quand on sait que le Vietnam a décliné l'offre d'aide du Japon pour le peuple cambodgien ;

Quand on sait que les autorités de Phnom-Penh ont protesté contre l'aide humanitaire de la Croix-Rouge aux populations des zones de maquis ;

Quand on sait que ces mêmes autorités ont déclaré à une organisation française, à propos des résistants : « *Ou ils se rendront, ou ils périront sur place* ».

N'est-on pas en droit de se demander si on n'assiste pas là à une opération de liquidation physique de tout un peuple, un génocide, un plan d'extermination ?

Le cœur se déchire, les larmes refoulées coulent dans la gorge. Resterons-nous les bras croisés ?!

Nous pouvons quelque chose ici, en France : toi, moi, nous, nos amis, nos camarades de travail, nos parents. Il n'y a plus un moment à perdre.

Et si certains nous disent qu'à leur avis, le régime de Pol Pot a sa part de responsabilité dans le drame d'aujourd'hui, ne faisons pas de cette question une ligne de démarcation si grave qu'elle entrave l'aide à apporter au peuple cambodgien.

*Suite page 3)*

*Claude LIRIA*

# Manœuvres de Giscard contre l'unité d'action

*L'accord CGT-CFDT n'est pas du goût de tout le monde ! En faisant des appels du pied à la CFDT, Giscard manœuvre pour empêcher qu'il se traduise en action revendicative unie des travailleurs.*

Voir page 3

30e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

## Le discours de Ye Jianyng

Dans un discours prononcé à l'occasion du 30e anniversaire de la République populaire de Chine, Ye Jianying, vice-président du Comité central du Parti communiste chinois et président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, a fait un tour d'horizon du socialisme en Chine, ces trente dernières années et des perspectives tracées.

Un certain nombre de points ont été réaffirmés comme la justesse de la pensée-maozedong, le soutien à la lutte pour la paix et à la lutte des peuples pour leur indépendance et leur libération, le principe fondamental : « *que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent* », la nécessité de la lutte contre l'ultra-gauchisme de Lin Piao et de la bande des Quatre, qui ont falsifié la pensée-maozedong, la nécessité des « *quatre maintiens* » (maintenir la voie socialiste, la dictature du prolétariat, le marxisme-léninisme et la pensée-maozedong, la direction du Parti), la persistance de la lutte des classes, la lutte contre le bureaucratisme des cadres, la surveillance des masses sur les cadres, le développement de la démocratie socialiste, et surtout bien sûr les quatre modernisations.

Par ailleurs, un certain nombre de points (nouveaux ou datant d'avant la révolution culturelle) qu'on avait vu se dessiner ces derniers mois, sont précisés. Aujourd'hui, le Parti communiste chinois estime qu'il n'y a plus de classes exploiteuses constituées en tant que classes, mais seulement des éléments de ces classes. Dans le même sens, il estime que « *les principaux documents* » du 8e Congrès du Parti communiste tenu en 1956 sont justes. (On se souvient que quelques années plus tard, ces documents présentés par Liu Shao Shi avaient été fortement critiqués).

Le Parti communiste estime aussi que la lutte de 1957 contre les droitiers était juste mais a été exagérée et que, par contre, la lutte de 1959 contre ceux qui avaient critiqué les erreurs du Grand Bond en avant, était « *inopportune* ». La question de la Révolution culturelle, sans être encore tranchée, est précisée et « *le Comité central du Parti communiste chinois estime qu'il conviendra de tenir au moment opportun une réunion destinée à donner la conclusion officielle quant à l'histoire des trente dernières années et notamment, à celle des dix années de la Grande Révolution culturelle* ».

On peut se demander si ce n'est pas cette réunion qui va décider de la réhabilitation de Lui Shao Shi dont, d'ailleurs des portraits sont réapparus à Pékin, au cours d'une exposition de photos officielle.

Voici quelques extraits du discours qui permettront à nos lecteurs de mieux connaître le point de vue officiel du Parti communiste chinois, aujourd'hui. Ce qui, bien sûr, n'engage pas forcément notre propre point de vue, notre Parti et son Comité central n'ayant pas encore étudié de façon approfondie le discours du vice-président Ye Jiang-yi.

*Claude LIRIA*

*Suite page 3*

## Réception à l'ambassade de Chine

Environ deux mille personnes ont assisté ce lundi 1er octobre à la réception offerte par l'ambassade de Chine, à Paris, à l'occasion du 30e anniversaire de la République populaire de Chine. Étaient présents pour notre Parti : Jacques Jurquet, Alain Castan, André Druesne et Henri Jour ; pour le PCRml Max Cluzot, Marc André et d'autres camarades.

L'EUROPE DE L'EST FACE A L'URSS (4)

# Pologne et Allemagne de l'Est

**Dans trois précédents articles, nous avons vu dans quelles conditions générales se trouvaient les pays d'Europe de l'Est, dont l'attitude envers l'URSS, marquée par la défense des intérêts propres du pouvoir en place, est faite de soumission et de résistance. Nous finissons ici ce tour d'horizon des pays de l'Est en étudiant le cas de la Pologne et de l'Allemagne de l'Est.**

LA Pologne est le pays de l'Est qui traverse la crise la plus profonde, tant dans le domaine économique et social que dans le domaine politique, avec l'apparition d'une opposition ouverte que le pouvoir ne peut que tolérer.

Pour éviter l'aggravation de cette crise qui risquerait de faire vaciller son pouvoir, la nouvelle bourgeoisie est amenée à ne pas céder à toutes les exigences soviétiques. Ainsi, en janvier dernier, la Pologne a refusé d'augmenter son budget militaire comme le demandait le Kremlin : la charge en aurait reposé sur le peuple et aurait aggravé dangereusement son mécontentement.

LE CAS DE LA RDA

La situation de la RDA est plus complexe que celle des autres pays, dans la mesure où elle n'est elle-même qu'une partie de l'Allemagne. Sur un plan général, l'alternative suivante s'offre à elle : ou bien elle s'intègre dans le bloc est-européen, ou bien elle s'intègre dans une perspective pan-allemande de développement des relations avec l'Allemagne fédérale. Mais ces deux perspectives ne s'excluent pas !

Ainsi, depuis 1971, Honecker a affiché, une servilité envers l'URSS plus grande encore que son prédécesseur Walter Ulbricht. Mais en même temps, il a développé sur une grande échelle les relations avec l'autre Allemagne — sur le plan économique surtout. On a pu apprendre que ceci suscitait une vive méfiance de la part du Kremlin qui a peur que la RDA se déstabilise et qu'elle échappe à son contrôle. Mais un point de non-retour a été atteint par Honecker : l'équilibre économique, et par conséquent social, de la RDA dépend directement maintenant, du commerce avec l'Ouest — et des devises fournies par Bonn . Il n'est maintenant plus possible aux dirigeants est-allemands d'y renoncer — n'en déplaise au Kremlin.

On a par ailleurs plusieurs indices de la propagation de thèses eurocommunistes jusque dans les plus hautes sphères des milieux dirigeants. En témoigne notamment le fameux *« Manifeste de la Ligue des communistes démocrates d'Allemagne »*, publié en janvier 1978, d'orientation nettement eurocommuniste et qui, vu les révélations qu'il contenait sur les plus hauts dirigeants, ne peut avoir été écrit que par des gens très proches d'eux.

*Jean SCHUBERT*

ESPAGNE

## Felipe Gonzales a reconquis la direction du PSOE

LE week-end dernier le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) réunissait un congrès extraordinaire. En mai dernier, lors de son 28e congrès, une crise s'était ouverte du fait de l'insistance de Felipe Gonzalez à supprimer la référence au marxisme dans la définition du parti. A l'époque, mis en minorité, Felipe Gonzalez et ses amis s'étaient retirés de la direction du parti. Ce congrès extraordinaire leur fournit l'occasion de revenir en force avec plus de 85 % des voix en faveur de leurs thèses.

Désormais, le PSOE se met nettement sur une trajectoire sociale-démocrate. En outre, instruit par l'expérience et l'échec de l'Union de la gauche en France, Felipe Gonzalez écarte toute idée d'un front commun avec les communistes.

PORTUGAL

## Deux ouvriers agricoles assassinés

JEUDI 27 septembre, la GNR (Garde nationale républicaine) était venue en force près d'Evora, dans l'Alentejo, pour « protéger » la restitution des terres et du bétail à l'ancien propriétaire d'une ferme qui avait été collectivisée au moment de la réforme agraire. Pour s'opposer à une manifestation de protestation organisée par les salariés de cette unité de production, la GNR a ouvert le feu, tuant deux ouvriers agricoles et en blessant plusieurs autres.

Vendredi 28 septembre, des milliers de personnes ont défilé devant les cercueils des deux ouvriers assassinés. Le même jour dans plusieurs villes de l'Alentejo et d'autres régions du pays, des manifestations ont eu lieu pour protester contre l'action criminelle des forces de l'ordre. Ces deux morts vont certainement peser lourd lors de la campagne électorale des élections législatives du 2 décembre prochain.

JEAN PAUL II A L'ONU

# Un pape électrique ... mais pour quels combats ?

**« *Habet duas et bene pendentes* », il en a deux et bien pendantes. Le Polonais n'est pas un eunuque. C'est par ces paroles latines que Maurice Clavel saluait, il y a un an bientôt, l'avènement du nouveau Pape. Après la figure hésitante et torturée de Paul VI, après le passage en comète de Jean-Paul Ier, voici que l'Église catholique a porté à sa tête un personnage que sa soutane ne paralyse pas.**

APRES le Mexique, la Pologne. Après l'Irlande, l'ONU et les États-Unis. Jean-Paul II n'a pas les deux pieds dans le même sabot. Ses voyages confirment, s'il en était besoin, que l'Église catholique ne se contentera plus d'une diplomatie souterraine, mais qu'au contraire, elle se veut omniprésente sur la scène ouverte de la diplomatie.

Une nouveauté ? Pas tout à fait. Paul VI nous avait déjà habitués à des déplacements spectaculaires. Mais au regard des cent dernières années, ces voyages à grand spectacle sont tout de même un changement. Depuis la réunification de l'Italie (1870) et la confiscation des Etats pontificaux, le Pape se considérait comme prisonnier dans la cité du Vatican. Cette autoséquestration a définitivement pris fin.

QUEL COMBAT INTERNATIONAL ?

*« Jamais plus la guerre »*, avait lancé Paul VI en octobre 1965 à la tribune de l'ONU. Paul VI déclarait encore que l'Église catholique *« ne voulait être l'instrument d'aucune politique, mais qu'elle était prête au contraire, plus que jamais, à appuyer tous les efforts de paix et de compréhension entre les hommes »*. Des déclarations qui pourraient paraître à première vue sympathiques, mais qui cachent en réalité un idéalisme dangereux.

Suffit-il en effet d'abjurer la guerre pour que celle-ci disparaisse de l'horizon de notre époque ? Appeler à la paix alors que les superpuissances couvrent justement leurs méfaits derrière un langage pacifique, n'est-ce pas contribuer à la fausse détente. N'est-ce pas contribuer à l'étourdissement et au sommeil des peuples qui risquent un jour de subir les plus graves conséquences d'une troisième guerre mondiale.

Plus grave encore. La guerre, c'est aussi la guerre que mènent les peuples du tiers monde pour leur libération. Ces guerres là non plus, Jean-Paul II n'en veut pas. Il a certes déclaré aux chrétiens d'Amérique latine qu'il lui semblait nécessaire que *« se construise un ordre fondé sur la justice, le respect de la personne humaine, libre et intelligente »*.

Paroles respectables, mais qui sont assorties de mise en garde formelle contre tout engagement révolutionnaire. Le voyage de Jean-Paul II, qui aurait pu ébranler à Puebla les Pinochet et les Videla de leur trône, les a finalement confortés dans leur position.

La signification politique des deux journées que le Pape a passé en Irlande n'est pas très différente. Il a de même lancé un appel au calme contre une guerre qui dure maintenant depuis près de six ans. La réponse qu'ont donnée au Pape certaines banderoles étaient claires : *« Pas de paix en Irlande sans une Irlande libre »*. Pas de paix sans que précédemment la justice ne soit rendue, totalement, définitivement. *« Si le Pape peut nous offrir la justice sans violence, alors seulement nous baisserons nos armes »*, a declaré la section de l'IRA de Belfast.

L'OPIUM ET LE PAPE PUB

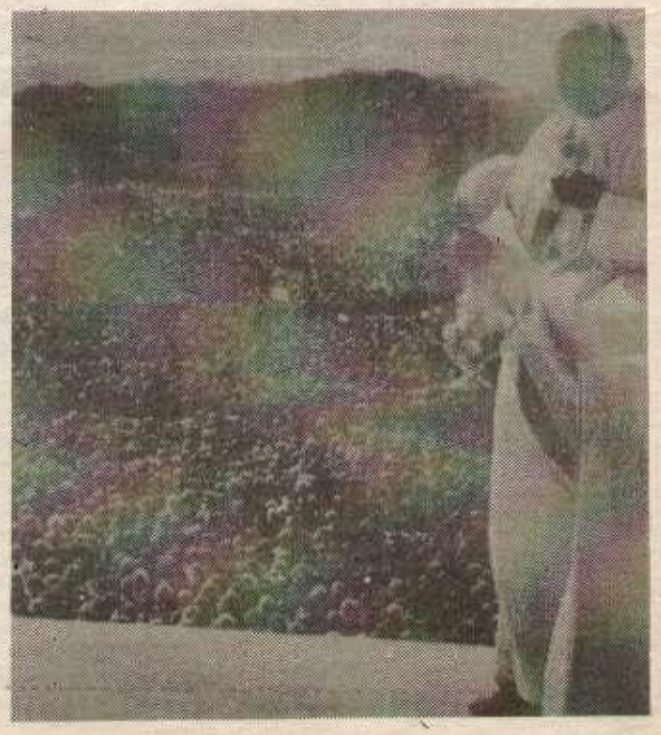
Mexique, Pologne, Irlande : le Pape ne prend aucun risque. Ces trois pays sont parmi les plus fidèles. Aux Etats-Unis mêmes, il sera accueilli principalement par les communautés irlandaises et polonaises. Ces démonstrations de force se font sur terrain conquis. Mais l'on ne peut cependant nier que les déplacements de Jean-Paul II drainent sur son passage des foules immenses.

En ces temps de crise, la fascination qu'il exerce n'est pas signe de libération. Jean-Paul II prêche la justice, mais seulement par le moyen de la conciliation sociale : il est conforme en cela aux aspects les plus stricts et les plus vieillots de la doctrine sociale de l'Église. C'est tout le contraire de la lutte de classe. C'est une illustration de la conception de l'un de ses prédécesseurs Léon XIII, qui définissait le communisme comme *« intrinsèquement pervers »*.

En Irlande, le divorce est interdit. Cette année, une loi a été votée qui autorise la contraception. Une loi très restrictive : les femmes mineures n'y ont pas accès, pas plus que les femmes qui ne sont pas mariées. Une loi non appliquée : la contraception est un droit... mais aucune pharmacie n'est approvisionnée en pilules contraceptives. En ce pays catholique entre tous, les interdictions réitérées de Jean-Paul II contre la contraception pèsent de tout leur poids.

Contre la libération des peuples, contre la liberté des hommes et des femmes à disposer de leur corps, l'Église mène un combat d'arrière-garde. *« L'Église va être figée pendant vingt-cinq ans »*, prédisait un dominicain. Le Pape, en effet, conduit au rétroviseur : il a les yeux résolument tournés... vers le passé. C'est une constatation. Il n'en reste pas moins d'ailleurs que certains aspects de ses prises de position pour les droits de l'homme ne sont pas à négliger. A Varsovie, le Pape a parlé dans ce sens. Espérons qu'à la tribune de l'ONU, il poursuive sur la même voie.

*Yannick DAGORN*



30e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

# Le discours de Ye Jiangying

*(Suite de la page une)*

Sur la pensée de Mao Zedong :

*« Que les communistes et le peuple chinois appellent pensée-maozedong le marxisme-léninisme qui s'est développé au cours de la Révolution chinoise, qu'ils estiment que toutes nos victoires ont été obtenues à la lumière de cette pensée et que sans elle la Chine nouvelle d'aujourd'hui n'existerait pas, est tout à fait conforme à la réalité de l'histoire. »*

Sur le 8e Congrès du Parti communiste chinois :

*« Après l'accomplissement, pour l'essentiel, de la transformation socialiste en 1956, notre parti a convoqué son 8e Congrès sous la présidence du camarade Mao Zedong. Celui-ci a publié deux textes intitulés* « Sur les dix grands rapports » et « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », *respectivement avant et après le congrès. Ces deux textes importants, ainsi que les principaux documents du congrès, ont orienté les efforts de notre pays dans sa révolution et de son édification socialistes, et aujourd'hui encore leur contenu fondamental revêt une importance directrice majeure. Le 8e Congrès de notre parti a eu raison d'affirmer que dans notre pays* « L'histoire plusieurs fois millénaire du système d'exploitation de classes a pratiquement pris fin » *et de prescrire, pour la période à venir, la tâche essentielle de développer vigoureusement les forces sociales de production. »*

Puis, après avoir souligné que pendant les dix-sept premières années après 1949 le travail a été à peu près correct, le discours parle *« d'erreurs de plus en plus graves »* par la suite.

Sur la Révolution culturelle :

*« Au cours des dix années de la Grande Révolution culturelle commencée en 1966, notre pays a été le théâtre d'un grand affrontement entre la révolution et la contre-révolution. C'est dans le but de combattre, de prévenir le révisionnisme que cette révolution a été déclenchée. Il est évident que pour un parti prolétarien au pouvoir, une vigilance constante est nécessaire pour éviter la voie révisionniste qui entraine, à l'intérieur du pays, l'oppression sur le peuple et, à l'extérieur, la conquête de l'hégémonie. Seulement, au moment du déclenchement de la Grande Révolution culturelle, il a été fait, à propos de la situation au sein du Parti et dans le pays, une estimation qui ne correspondait pas à la réalité, alors qu'une explication correcte n'a pas été donnée à ce que c'était le révisionnisme ; de plus, du fait que les principes du centralisme démocratique se trouvaient écartés, des mesures politiques et des méthodes erronées ont été pratiquées au cours de la lutte. »*

# Manoeuvres de Giscard contre l'unité d'action

**Les propos de Giscard en fin de semaine dernière (appel du pied à Edmond Maire), repris par ses ministre, amplifiés par les hauts parleurs qu'utilise habituellement le gouvernement (radio-télévision), dessinent les contours d'une nouvelle manœuvre contre les travailleurs.**

**Nous aurons l'occasion de revenir sur la politique d'ouverture de Giscard, sa tentative de casser le PS, l'attitude respective des différents partis politiques et syndicats. Nous traiterons aujourd'hui d'un des buts de la manœuvre : entraver le rassemblement des travailleurs, de toutes les catégories sociales frappées – et lourdement – par toute la série de mesures prises ces derniers temps, en particulier cet été. Entraver le rassemblement des travailleurs dans l'action unie contre la politique anti-ouvrière conduite par Giscard.**

C'EST qu'en effet, le président de la République a eu propos de toutes ces mesures, à propos de sa politique, de *« solde de tout compte »*, les travailleurs ne sont pas dupes. Les paroles n'effacent pas les actes et tous les sondages confirment le mécontentement en général.

D'autre part, un événement très important a marqué la « rentrée sociale », qui constitue une première et très sérieuse victoire des travailleurs. C'est l'accord intervenu entre les deux principaux syndicats : la CGT et la CFDT. Notre Parti s'en est réjoui sans réserve et dès le lendemain de sa signature, il appelait, par la voix de notre secrétaire général, *« tous nos militants* (à passer) *à l'action avec leurs camarades d'autres partis ou sans parti, dans leurs syndicats respectifs pour transformer en force revendicative irrésistible l'accord signé au sommet par Georges Séguy et Edmond Maire »*.

La grande masse des travailleurs, d'autres partis ou sans parti, syndiqués ou non, s'en est également réjouie et quelques indices montrent qu'en effet cet accord peut se transformer en force revendicative.

Mais il est bien sûr que gouvernement et patronat, Giscard en tête, ne s'en sont pas, eux, réjouis !

L'opération Giscard visé sans aucun doute à entraver le processus déclenché par cet accord, à le rendre sans effet, voire à le briser.

A cet égard, le ton pris par la polémique, déclenchée par la manœuvre giscardienne, entre les dirigeants du PCF et ceux de la CFDT pouvait susciter quelques craintes quant à ses répercussions sur l'accord syndical lui-même ou du moins son application sur le terrain.

Cependant, il est à noter que la nouvelle déclaration de Marchais, publiée dans *l'Humanité* du 2 octobre, est en recul par rapport aux positions des jours précédents. Sans doute cela est-il dû aux contradictions qu'elles avaient soulevées au sein du PCF et à la pression des travailleurs. En effet, dans cette déclaration, l'accent est mis sur la volonté *« d'agir dans les entreprises, les villes et les villages, avec tous ceux qui souhaitent prendre leur part de l'action »* sans *« aucune exclusive contre qui que ce soit, aucun sectarisme »*, *« volonté qui nous a fait accueillir avec satisfaction le récent accord d'unité d'action CGT-CFDT. (...) Nous sommes prêts à soutenir tout ce qui va dans le sens du développement effectif de la lutte unie pour la satisfaction immédiate la plus large possible des revendications des travailleurs »*.

C'est cette volonté que l'on peut observer en effet chez de nombreux militants du PCF, de la CGT, comme aussi d'ailleurs de la CFDT ou du PS.

Pour ce qui nous concerne, nous n'avons aucune illusion sur la ligne dite de recentrage d'Edmond Maire, ni sur celle révisionniste du PCF. A l'occasion du congrès de Brest, pour la CFDT ou de son 23e congrès pour le PCF, nous avons eu largement l'occasion de nous en expliquer et nous aurons à y revenir. Et nous considérons bien l'accord CFDT-CGT, les appels à la lutte de la direction du PCF, des directions syndicales, non pas du tout comme un succès de ces lignes, mais comme un succès des travailleurs, à l'actif de leurs luttes de classe contre la politique réactionnaire, anti-sociale et anti-ouvrière du gouvernement.

L'un de nos soucis aujourd'hui est bien de préserver et développer un tel succès, menacé aujourd'hui directement par la manœuvre de Giscard mais pour lequel aussi les rivalités entre dirigeants de la CFDT et du PC, sous-tendues par leurs objectifs politiques respectifs, constituent également un danger.

*G.C.*

*La colère des pêcheurs bretons continue. Vendredi, ils déversaient sur la chaussée 21 tonnes de maquereaux. Lundi, 1 100 marins-pêcheurs sont montés du pays bigouden à Paris. Ils affirmaient : « Tuer la pêche à la langoustine, c'est tuer notre pays ».*

# Un peuple meurt : resterons-nous les bras croisés?

*Suite de la page 1*

L'essentiel n'est-il pas d'être d'accord sur la nécessité de sauver un peuple de l'extermination ? Et si d'autres amis ou les mêmes ne sont pas tout à fait d'accord pour envoyer leur aide à la Croix-Rouge du Kampuchea démocratique. Ne faisons pas non plus de cette question une condition sine qua non. La Croix Rouge internationale peut, elle aussi, recevoir les dons pour le Cambodge et elle s'est engagée à les distribuer à *toute* la population y compris à celle des zones de résistance.

Vous pouvez envoyer vos dons au Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France. 53 avenue Lénine à Gentilly (qui se chargera de les remettre à la Croix-Rouge du Kampuchea démocratique).

Vous pouvez aussi les envoyer à la Croix-Rouge internationale à Genève, en précisant que vous voulez aider *tout* le peuple cambodgien.

Il faut faire vite ! L'offensive vietnamienne de la saison sèche sera un nouvel obstacle à l'acheminement de l'aide.

*C.L.*

VALLOUREC-BESSEGES

## Le soutient s'élargit

SUITE à la réunion du comité *Sauvons le canton de Bessèges* (comité constitué à l'initiative du syndicat CGT de l'usine Vallourec), cinq maires et leur conseil punicipal ont annoncé leur intention de démissionner pour protester contre la situation économique du canton.

Dans l'édition du quotidien datée de samedi 6 et dimanche 7 octobre : compte rendu de la table ronde d'entreprises de la région, organisée à Bessèges par *l'Humanité rouge* sur le thème *:« Contre tout licenciement, unité et solidarité dans la lutte »*.

APRES L'ASSASSINAT DE PIERRE GOLDMAN

*Meeting ce mardi à la Mutualité, à 20 h 30, à l'appel de 37 organisations,*

dont, entre autres, le SNES-SUP et le groupe des militants du PCF signataires de la pétition autour de la revue *Dialectiques*, venus s'ajouter aux organisations qui avaient appelé aux obsèques.

LA FAUÇILLE NO 87

# Un numéro passionnant

APRES une assez longue durée de non-parution, le journal *La Faucille* reparait. Il en est à son numéro 87. Ce numnro revêt un caractère un peu spécial à cause de son contenu. En effet, quatre pages (4, 5, 6, 7) sont consacrées à la Conférence nationale paysanne qui s'est tenue au printemps dernier.

Nous ne saurions que recommander à nos lecteurs, amis et camarades, qui ne lisent pas régulièrement ce journal, de le commander. Nous avons souvent parlé dans nos colonnes de *L'Humanité Rouge* de la nécessaire unité des ouvriers et des paysans contre le capitalisme.

Nos lecteurs, amis et camarades, pourront mieux voir, à travers ces quatre pages, le travail que notre Parti fait en direction des paysans.

Il est encore modeste, mais il existe et nous tenons à le développer encore mieux. Il est indispensable car les capitalistes, le gouvernement veulent accentuer l'exode rural par la mise au point de leur nouvelle loi d'orientation agricole.

Le numéro suivant continuera de publier les résultats de cette conférence.

Dans ce numéro 87, vous pouvez lire les parties suivantes : sur la cellule rurale du Parti, sur l'activité du Parti à la campagne, sur l'unité syndicale, sur *La Faucille* et des extraits du rapport d'orientation.

*Yves LEPIC*

FOYERS SONACOTRA

# De graves manoeuvres de division

ON le sait, à Garges - les- Gonesse, les résidents expulsés, loin de trouver un appui solide dans la municipalité (dirigée par un membre du PCF), ont bien plutôt rencontré le maire comme un obstacle sur le chemin de leur lutte ; il n'a jamais voulu réquisitionner le foyer comme sa fonction lui en donne le droit et c'est plutôt le terrain où campent encore les expulsés qu'il parle de réquisitionner (pour construire une école, dit-il).

La Sonacotra et le gouvernement ont déclenché et développent une offensive qui dure maintenant depuis des mois sous la forme d'expulsions de résidents, de poursuites et mesures d'expulsions contre des membres du comité de coordination, en vue de briser la grève et l'organisation que se sont donnée les résidents pour mener leur lutte.

En de telles circonstances, une attitude comme celle du maire de Garges apparait comme un appui aux menées répressives au lieu d'un soutien aux réprimés et ne favorise pas, c'est le moins qu'on puisse dire, l'unité des résidents eux-mêmes et la solidarité autour d'eux.

Une telle attitude n'est pas isolée.

L'exemple de Villejuif (voir le fac-similé de la pétition proposée par la section de Villejuif du PCF aux résidents) en est une illustration.

Intervenant de l'extérieur, la municipalité y organise des assemblées de résidents, essaye de mettre en place un autre comité que celui qui existe. Voilà qui ne peut que semer le trouble, la division parmi les résidents.

Quant au langage, il ne manque pas d'être inquiétant : grève imposée *« par la force, la terreur, la manipulation »*, amalgame d'une autre époque — gouverment, Sonacotra, gauchistes, Parti socialiste, Comité de coordination, etc.

Cela constitue de graves manœuvres de division dont la tactique de négociation foyer par foyer, développée depuis déjà longtemps constitue le cadre général.

*Gilles CARPENTIER*

DERNIERE MINUTE

*28 résidents ont été expulsés par les CRS, le 2 octobre au matin, du foyer Mont-Saint-Martin à Longwy.*

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Section de Villejuif

RESIDENTS DU FOYER DE VILLEJUIF

Hier matin, la police est venue expulser [illegible] résidents du foyer.

Hier soir, les communistes de Villejuif, avec Georges Doussin, 1er maire adjoint, sont venus discuter avec vous, vous proposer d'agir.

Ensemble, nous avons obligé la direction régionale de la SONACOTRA à ouvrir des négociations dès ce matin, en présence de la C.G.T. et des élus communistes.

Les résultats qui ont été obtenus ne sont pas les meilleurs, la responsabilité en incombe essentiellement aux gauchistes du Comité de Coordination, qui par la force, la terreur, la manipulation, ont conduit la majorité des résidents, souvent contre leur gré, à prolonger une grève de loyers qui renforce l'autorité et les pouvoirs de la SONACOTRA.

Bien que ces résultats ne soient pas les meilleurs, par la faute du gouvernement de Stoléru, de la SONACOTRA, des gauchistes et du Parti socialiste de François Mitterrand qui soutient le pouvoir et le Comité de Coordination. (N'oublions pas que Mitterrand a déclenché la guerre d'Algérie!).

IL FAUT AUJOURD'HUI EMPECHER QUE LES RESIDENTS SE RETROUVENT A LA RUE, que la police vienne au foyer et dans la cité, comme cela a été le cas à Garges-lès-Gonesse, par la faute du pouvoir et des gauchistes, et où les travailleurs immigrés sont à la rue depuis le mois de juin.

C'EST POURQUOI, IL FAUT SIGNER L'ACCORD

C'est à dire, qu'il faut reprendre :

— le paiement des loyers,
— surveiller l'aménagement des locaux du foyer promis par la SONACOTRA,
— discuter cas par cas le paiement des arriérés, avec la présence et l'aide des élus communistes de Villejuif.

Il ne s'agit pas là d'une capitulation, mais c'est le seul moyen de poursuivre la lutte contre les expulsions [illegible], contre les lois BONNET et STOLERU qui conduisent à refouler des milliers de travailleurs Algériens et Africains.

C'est le seul moyen, pour que les réparations [illegible], les locaux soient aménagés, que la sécurité soit garantie, que les [illegible] soient changés, que les libertés individuelles et collectives des résidents soient garanties, que très rapidement se déroulent des élections pour élire un Comité de Résidents véritablement représentatif de tous les résidents.

ET ENFIN, QUE LES EXPULSES SOIENT REINTEGRES !

Les communistes auraient souhaité que la situation se règle autrement, [illegible] gauchistes ne vous avaient pas conduit à l'impasse. Aujourd'hui il s'agit [illegible] responsabilités contre la provocation du pouvoir et des gauchistes.

Si vous êtes d'accord avec ces propositions,

SIGNEZ ICI

| NOM | PRENOM | CHAMBRE N° | SIGNATURE |
|---|---|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

NUCLEAIRE

# Quand le gouvernement s'inquiète

M. GIRAUD, l'ex-chef du commissariat à l'énergie atomique: avait beau déclarer l'autre soir à la télévision que les fissures constatées dans les tôles entourant le cœur de réacteurs n'étaient pas graves, force a été au gouvernement de reculer le chargement des centrales de Gravelines, Tricastin et Dampierre-en-Burly.

On ne risque rien disent les apologistes du tout nucléaire (voir page 7 de cette même édition leur campagne de sécurisation en Languedoc-Roussillon), mais mieux vaut tenir que courir.

On en risque rien mais on décide de reculer les chargements des centrales, on ne risque rien mais on a peur de la réaction de l'opinion publique. On ne risque rien, mais le gouvernement n'est pas si sûr de sa politique que cela.

Tant que personne ne s'est intéressé aux problèmes du nucléaire le gouvernement, les grosses firmes comme Empain, PUK ou la CGE ont donné du matériel dont rien ne peut garantir qu'il ait été irréprochable.

Vérifiera-t-on aussi les centrales en fonctionnement (Chinon, St-Laurent-des-Eaux, etc.) ? L'EDF, le gouvernement sont-ils prêts à accepter le concours de chercheurs et techniciens neutres dans de tels travaux de vérifications si jamais ils avaient lieu ?

Nous ne pensons pas qu'ils soient d'accord. Certes, devant le bruit fait autour de cette affaire de fissures, ils ont été obligés de céder, mais il faudrait davantage pour qu'ils disent la vérité aux gens.

Un point pour les gens et leur sécurité vient d'être marqué, il en faudra beaucoup d'autres encore pour obtenir la levée des secrets de fabrication et autres histoires de prix exhorbitants exigés par des monopoles qui d'un jour à l'autre, sans explication aucune, peuvent augmenter leur matériel destiné à l'EDF de 30 %.

PARTIS

# Un «projet socialiste» pour le candidat Mitterand ...ou Rocard

« *ILS ne pensent qu'à ça* », avait dit d'eux le secrétaire général du PCF. Force est de constater que les dirigeants du Parti socialiste consacrent d'ores et déjà beaucoup d'attention à la préparation des élections présidenteilles.

Réuni le week-end dernier pour une séance à huis clos, le comité directeur du PS a examiné le projet de « projet socialiste » élaboré par une commission dirigée par J. P. Chevènement, leader de la tendance CERES du Parti socialiste. Ce « projet socialiste » qui doit servir de plate-forme politique au candidat du PS pour les présidentielles ne recueille pas dans sa forme actuelle, l'adhésion de l'ensemble des courants tels qu'ils se sont formés au récent congrès de Metz. Globalement approuvé par la « majorité » du PS, c'est-à-dire par le courant dirigé par Mitterrand et par le CERES, le projet suscite des désaccords et des réserves du côté des minoritaires, rassemblés autour de Mauroy d'une part et de Rocard d'autre part.

Ces derniers en particulier reprochent au texte inspiré par Chevènement une tonalité « *nationaliste et étatique* ». Ils lui reprochent également de nier les acquis de Mai 68 et ses points de vue sur l'indépendance nationale : « *On n'assure pas la sécurité de la France à la frontière du Rhin* ».

Il semble toutefois que les désaccords n'aient pas pris au sein de l'instance dirigeante du PS la tournure plutôt vive d'il y a quelques mois. Mitterrand a même émis le vœu que tous les courants du PS puissent en définitive s'y reconnaitre. « *C'est l'intérêt de tous que de se trouver détenteurs d'un projet commun qui aurait l'avantage de n'éliminer personne* ».

On pouvait ajouter n'éliminer personne dans la course à l'investiture pour les présidentielles, les deux concurrents les plus sérieux demeurant Mitterrand et Rocard. Celui-ci, d'ailleurs, vient de bénéficier d'un sondage d'opinion qui lui donne l'avantage sur le premier secrétaire de son parti, pour briguer la présidence de la République (46 % contre 25 % — *L'Express* du 29 septembre).

Une nouvelle commission de rédaction doit se réunir autour du « *projet socialiste* » afin d'y intégrer certains amendements, le texte sera à nouveau soumis au comité directeur avant d'être transmis pour discussion à l'ensemble des militants.

A l'ouverture de la séance, samedi dernier, Rocard a, par ailleurs, fait valoir un désaccord avec la direction du PS, concernant les relations avec le PCF. Evoquant l'existence de « *deux projets différents et autonomes, celui du PS et celui du PC* », il déclarait : « *Eviter qu'ils ne soient ressentis comme antagonistes, maintenir la priorité à la lutte contre la droite, voilà nos priorités, en même temps qu'un inlassable effort de rassemblement des forces populaires à partir des luttes et des revendications d'aujourd'hui* ».

Faut-il voir dans cette position la volonté réelle d'encourager et de participer activement à la lutte, en rupture avec des points de vue antérieurs tendant à s'incliner devant les impératifs économiques capitalistes au nom du « réalisme ». Ou bien n'est-ce qu'une déclaration tacticienne destinée à servir son auteur dans sa compétition avec Mitterrand ?

*Pierre MARCEAU*

CHAUFFEURS ROUTIERS

# Verney-Le Mans nouveaux licenciements

**Le Mans, correspondance.**

7 LICENCIEMENTS en février dernier, 4 licenciements proposés aujourd'hui ; entre temps, 4 travailleurs ont été licenciés pour diverses fautes sans être remplacés (ça coûte moins cher qu'un licenciement collectif ! dit-on en douce à la direction).

Parmi les travailleurs licenciés cette fois, se trouve le secrétaire adjoint du syndicat des transports CFDT.

« Où va la STAO ? » s'interrogeait-on dans un précédent article de *L'Humnaité Rouge*.

A la CFDT, on dit aujourd'hui : « *On va vers la disparition du service marchandises diverses* » (une centaine de personnes il y a encore un an). Mais il y a des questions à poser :

— Pourquoi des licenciements dans une entreprise où les horaires sont encore aujourd'hui de plus de 46 heures par semaine ?

— Pourquoi deux mois après avoir licencié sept personnes, Verney réclamait-il et obtenait une dérogation pour effectuer des heures supplémentaires ?

— Pourquoi des licenciements dans une profession où il n'est pas rare de voir des chauffeurs travailler 70 ou 80 heures par semaine ? Ainsi, un rapport officiel de l'ONSER (Office national de Sécurité routière) indique que la durée moyenne du travail des routiers est de 62 h 30 par semaine et 11 h 30 par jour ! (dans la Sarthe) qui frémit devant les conditions de travail des routiers, comme le dit la FGTE-CFDT : « *Frémir, c'est bien, sévir, c'est mieux* ».

De plus, même sur le plan légal, il existe un arsenal de possibilités aux patrons pour tourner la loi : la plus appliquée c'est les heures d'équivalence. Pour les patrons, tout ce qui est au-dessus de 48 heures, c'est de l'équivalence, c'est simple, mais il fallait y penser !

Par la suppresion de l'équivalence, le renforcement des contrôles de temps de conduite et de travail, le renforcement de la répression contre les patrons en infraction, il y a non seulement le moyen de maintenir l'emploi mais aussi d'en créer, tout en renforçant la sécurité pour les chauffeurs et en réduisant les risques d'accidents sur les routes.

### AGIR CONTRE LES LICENCIEMENTS

A la CFDT, on est bien décidé d'agir, « *s'il le faut, on descendra dans la rue* », l'autre syndicat de l'entreprise, la CNSF (Syndicat des routiers) a publié lui aussi un communiqué dans lequel il s'inquiète de l'avenir de l'entreprise Verney.

Les dirigeants de Verney aiment à se décrire comme des petits qui se battent contre des entreprises contrôlées par la SNCF. Ils oublient de dire que derrière eux, se trouvent Michelin, Peugeot, et Citroën, « Des-sans-le-sou » comme chacun sait !

Il y a de l'argent dans le groupe Verney et les travailleurs du Mans sont bien décidés à se battre. Verney a beau essayer de faire passer sa restructuration morceau par morceau pour éviter les problèmes, cette fois ça ne se passera pas en douceur. Les travailleurs se sentent concernés et se serreront les coudes. Si on laisse faire cette fois, pensent les travailleurs, qui sera de la prochaine charrette ?

### DU TRAVAIL POUR TOUS ET MEME DES POSSIBILITES D'EMBAUCHE !

La règlementation n'est même pas appliquée, et les patrons ont beau jeu d'exploiter le personnel. D'une part, il n'existe pas de moyens de contrôle efficaces. Songeons en effet qu'il n'existe qu'un seul inspecteur du travail des transports pour trois départements (Sarthe, Maine-et-Loire, Mayenne). Nous avons aussi un ministre, Le Theule, maire de Sablé

Un problème de la réduction du temps de travail : *la compensation salariale* :

Un grand routier chez Verney touche moins de 3 000 F pour 47 heures par semaine. Ce n'est pas sans inquiétude que serait envisagée une réduction de ce salaire. Toute réduction du temps de travail doit être compensée à 100 %.

DUNKERQUE

# 3 ouvriers de la réparation navale, tués sur un navire

**Nord, correspondant**

JEUDI 27 septembre, un minéralier indien, le *Walchand* qui vient de décharger 79 000 tonnes de charbon sur le quai à pondéreux du port de Dunkerque est en réparation depuis plusieurs jours. Des ouvriers travaillent au fond de la cale No 6 à la remise en état du boulonnage des trappes lorsqu'une violente explosion se produit. Une flamme gigantesque jaillit du fond de cette cale, profonde de vingt mètres, et s'élève au-dessus du navire. La chaleur est brutalement si intense que les gaines plastifiées des lices encerclant les ouvertures de cale, fondent d'un seul coup.

Dans des conditions difficiles, les trois ouvriers, grièvement brûlés, sont remontés sur des civières que les équipes de secours de Dunkerque et Saint-Pol, hissent par des cordes du fond de la cale. Transportés au CHR de Lille, les trois ouvriers sont morts le lendemain matin à l'aube.

Il s'agit de Jacques Verhaeghe, 43 ans, père de deux enfants, employé par l'entreprise Flandres-industrie, Jean Talleux, 32 ans, père de trois enfants, ajusteur à la même entreprise et Antonio Correis, 34 ans, père de 3 enfants, soudeur chez Beliard-Crighton.

Quelques jours auparavant, Gilbert Delrue, un autre ouvrier de la réparation navale dunkerquoise, avait trouvé la mort à bord d'un navire, écrasé par la chute d'un poste de soudure.

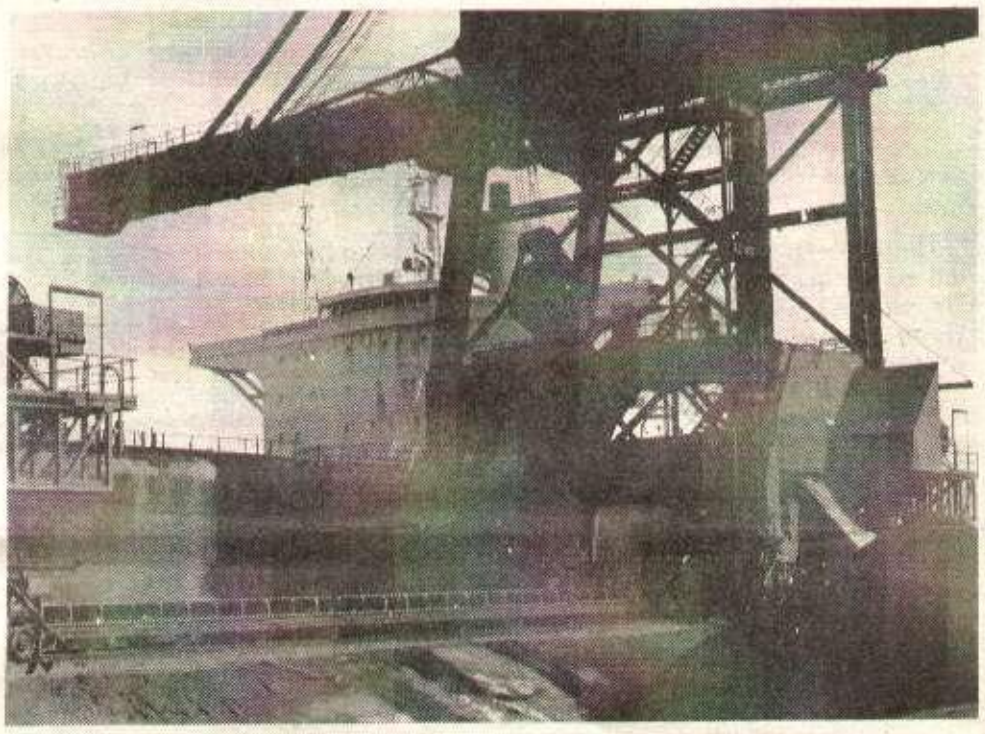
Dès que la mort des 3 ouvriers a été connue, vendedi matin, les travailleurs se sont rassemblés devant les docks flottants à l'appel des dirigeants syndicaux et, massivement, ils ont fait grève toute la journée.

Non ! Ces accidents mortels de la réparation navale ne sont pas une fatalité. Chez Beliard, il y a bien longtemps que la CGT et la CFDT exigent la mise en place de « responsables sécurité » élus par les travailleurs et chargés de contrôler les chantiers, et éventuellement d'appeler à stopper ceux qui ne répondent pas aux normes de sécurité minimum. Le CHS (comité d'hygiène et de sécurité), c'est nécessaire mais insuffisant, surtout dans un secteur comme la réparation navale où les risques d'accidents et les travaux dangereux sont nombreux.

Dans l'accident du *Walchand*, il a déjà été trouvé que la cale contenait des résidus d'hydrocarbures car le navire en avait transporté. Au contact des chalumeaux à arc électrique, ces résidus, ont, semble-t-il, provoqué l'explosion. Pourquoi le navire n'a-t-il pas été complètement purgé de ces dépôts mortels avant d'engager les réparations au chalumeau ?

Quatre tués en quelques jours, c'est intolérable. En tout cas, à Dunkerque, l'émoi est considérable parmi les travailleurs.

*Rémi DAINVILLE*



EUROPE

# A Longwy, les 29 et 30 septembre : radios libres sans frontières

**Thionville, correspondance**

SOS-EMPLOI, ce n'est pas seulement le cri de ralliement de nombreux sidérurgistes de Longwy dans leur lutte contre les suppressions d'emploi, c'est aussi une radio libre qui a pris naissance en février dernier dans les locaux de la CFDT.

Les militants CFDT de Longwy ont voulu faire mieux : ils ont pris l'initiative d'une rencontre pour jeter les bases d'une union européenne des radios libres à Longwy, les 29 et 30 septembre.

Soixante radios libres ont répondu à l'appel, soit près de deux cents participants. Ces radios présentent une grande diversité dans leurs contenus, leurs moyens et leur méthodes, mais toutes affirment un point commun : elles se battent contre le monopole sous toutes ses formes (financière, politique, régionale, locale, etc.)

En fait, la discussion n'a pas toujours été facile entre les militants de l'émission libre venus de milieux très divers et peu habitués à confronter leurs expériences à si grande échelle. Les débats furent parfois très animés, voire même houleux, à propos notamment de la publicité qui a fait apparaître des positions diverses et mêmes des oppositions très vives. C'est ainsi que les Belges et les Espagnols ne veulent pas entendre parler de publicité, que les Suisses et les Anglais s'interrogent sur cette question, que les Italiens pensent dans leur majorité ne pas pouvoir s'en passer, alors que les deux points de vue sont actuellement toujours développés dans les radios libres françaises.

Il n'empêche que de larges points d'accord se sont dégagés. Les radios libres « *veulent être le moyen d'une prise de parole par toutes celles et tous ceux qui en sont habituellement privés* ». Elles ne sont pas concernées « *par des projets dont le seul but serait une nouvelle répartition des pouvoirs de l'information entre les grandes forces institutionnelles représentatives* ». Elles s'affirment « *décidées à continuer dans les faits la bataille pour la liberté d'émission et l'indépendance à l'égard de tout pouvoir* ».

Les radios libres présentes à Longwy ont décidé la création d'une union européenne des radios libres et adopté une charte qui comporte en particulier les points suivants :

— Possibilité pour tout citoyen d'émettre sans autorisation, ni contrôle, ni censure de l'appareil d'Etat ;

— Gestion des radios libres par les auditeurs actifs (« *nous ne sommes pas prêts à nous laisser diriger par une assemblée de politiciens...* »)

— Existence de radios locales sur un territoire relativement petit et pour une population déterminée afin d'assurer un meilleur contrôle par les auditeurs ;

— Pas de soumission aux puissances de l'argent et aux institutions politiques.

Enfin l'union européenne des radios libres a pris un certain nombre de décisions parmi lesquelles : projet de journées nationales sur des thèmes particuliers (comité de soldats, revendications des femmes, organisation d'une fête des radios libres), action en direction du Parlement de Strasbourg, lancement d'un bulletin bimestriel, conférence européenne des radios libres en septembre 1980 et d'une rencontre plus limitée en mars 1980, création d'un organe de liaison de l'Union européenne des radios libres qui aura son siège à Bruxelles.

L'Union européenne des radios libres est lancée. Si les débats ont été parfois difficiles, à l'image des obstacles à surmonter, ils ont révélé une grande unité de vues sur les principes fondamentaux.

NB. Il y avait un absent de marque à Longwy : la *Radio Lorraine Cœur d'acier (LCA)* lancée par la CGT peu après *SOS-Emploi* avec l'appui de la mairie de Longwy.

CINEMA

# « Apocalypse now »

## de Francis Coppola

### *La terrible crise de conscience américaine*

*APOCALYPSE NOW* : un film démesuré, quatre ans de tournage pour un budget de 31 millions de francs, un film à l'image de la guerre du Vietnam, guerre d'une superpuissance contre les peuples du monde. Certes, des films sur la guerre du Vietnam, il y en a déjà beaucoup à commencer par les *Bérets verts* de John Wayne, ou *L'Enfer* de Cimino, films anti-vietnamiens.

Il y a par ailleurs eu le très beau *Retour* de Ali-Ashby qui montrait la guerre au Vietnam à travers les soldats démobilisés du Vietnam. Mais rien d'une telle ampleur.

Dans ce film, il ne faut pas chercher la relation de faits historiques circonstanciés. Bien que réalisé avec de grands moyens, ce n'est pas *Le jour le plus long*.

On n'y trouve pas non plus les mécanismes de l'impérialisme. C'est plutôt un constat, un reflet de la crise de conscience que provoqua chez tout un peuple, dans l'armée de la première puissance du monde, une guerre implacable, atroce, au moyen des armes les plus sophistiquées, une guerre qui frappait systématiquement les populations civiles, au moyen du napalm, des bombes à billes. Mais, surtout, une guerre dont les intérêts sont fondamentalement étrangers à ceux qui la font et dont ils ne veulent pas assumer les atrocités.

La crise provoquée par cette guerre, nous est livrée, amplifiée, sous forme d'images hallucinées. Certains ont critiqué cette guerre-spectacle fascinante. Les images de Coppola nous ébranlent certes, mais elles n'envoûtent pas. Elles ont un effet de choc, elles font réfléchir sur le bien-fondé d'un système qui engendre de telles atrocités, sur la guerre impérialiste. Et dans cette optique, elles sont très efficaces !

En témoigne l'article ci-dessous. Dix-sept ans après, nous attendons toujours un film français sur la guerre d'Algérie.

### *La remontée du fleuve de l'horreur*

Dernière semaine de septembre. Un énorme soleil rouge macule les murs des stations du métro. De longues files chuchotantes dans la lumière froide des néons des entrées de cinéma. Comme d'habitude, notre esquimau préféré citron-fraise, glaçage chocolat.

Dernier week-end de septembre. Encre noire à la « une » des journaux. Les Cambodgiens de moins de cinq ans ont disparu de sous le soleil. L'apocalypse aujourd'hui, l'apocalypse septembre 1979.

*APOCALYPSE now*, l'apocalypse maintenant. Maintenant ? Oui. Mais aussi il y a dix ans. Quand c'était la guerre, j'en ai des souvenirs très lointains. Documentaires télévisés en noir et blanc. Informations monopolisées, informatisées. Avions argentés B52, la mort en tapis.

Et puis, il y a eu ce que j'ai découvert, appris : les impérialistes américains, les combattants vietnamiens, Hô-Chi-Minh. Photos, témoignages. La guerre du Vietnam, je croyais presque tout savoir...

1968 : Vietnam. Une mission secrète est donnée au capitaine Willard (Martin Sheen). Il doit remonter une rivière qui serpente à travers la jungle jusqu'au Cambodge. Pour abattre le colonel Kurtz (Marlon Brando). Le colonel Kurtz qui gêne le haut-commandement américain car il est devenu fou et aurait des méthodes malsaines.

Le capitaine Willard s'embarque sur un petit bateau. Quatre hommes d'équipage, quatre Américains. Et c'est la remontée du fleuve, la remontée vers le colonel Kurtz, la remontée de l'horreur.

Le capitaine Willard sera aidé par un groupe d'hélicoptères. Un régiment de cavalerie reconverti dans les hélicoptères. A sa tête, un colonel, chapeau cow-boy, noir, un officier qui aime ses hommes, qui veut faire plaisir à ses soldats.

Face à un village côtier contrôlé par les Vietnamiens, la mer forme une barre de deux mètres. La meilleure occasion de ce coin de faire du surf. Et il y a des surfeurs dans le régiment. Imprenable ce village ? L'envie de faire du surf est la plus forte. On prendra des risques, mais à nous les vagues. Les planches sont arrimées aux hélicoptères, c'est l'attaque. Les paysans vietnamiens alertés, courent à perdre haleine dans leur champ vers l'abri... Mitraillage. Au son de Wagner. « *Ça fait peur aux jaunes et mes hommes aiment ça* ». C'est l'attaque qui tourne mal. Coup de radio. Ce sont les B52. La tornade napalm qui sent bon... la victoire facile. Et c'est le surf, la griserie des vagues, la mer, l'eau gicle sous les bombes, c'est le sport dans l'eau terreuse et rougie.

*Un G.I. pendant la guerre du Vietnam. Coppola – à travers la découverte d'un petit chien – nous fera toucher l'essence de cette guerre.*

Et la lente remontée de l'horreur continue vers le colonel Kurtz.

L'esquimau se digère mal. Les compagnons du capitaine Willard ? Des hommes que l'on croise tous les jours. Des Américains bien sûr, mais si proches.

Un gamin de 17 ans du Bronx – taudis, racisme, chômage – oubliant toute la guerre le temps d'un « Satisfaction » des Rolling-Stones.

Le conducteur du bateau. Un noir. Sa dernière parole, lui, l'homme aux origines africaines, la poitrine transpercée, « une sagaie ». En pleine guerre suréquipée.

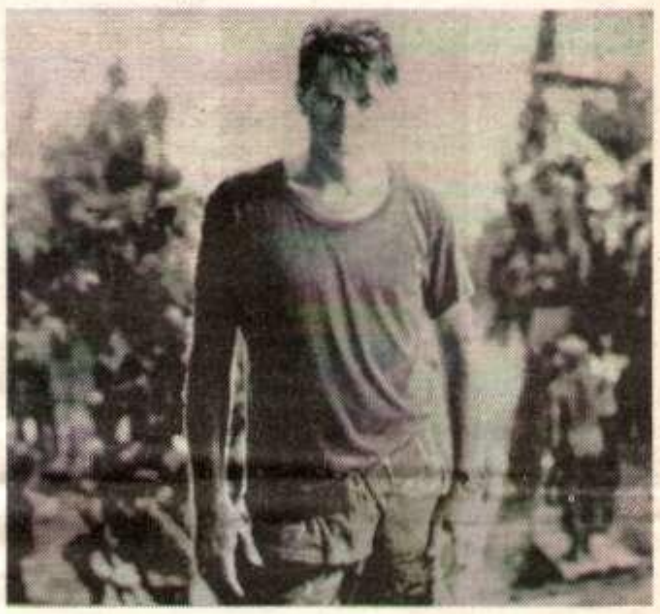
Et puis le cuisinier apprenant qu'il lui faut remonter le fleuve de l'horreur, qu'il lui faut faire la guerre pour tuer... un Américain.

Et puis, le drogué ouvrant ses yeux hallucinés sur son plus grand voyage ...el.

...mpliqués, toujours. Impliqués les Américains. Souvenir de la photo d'un G. I. Du col de son treillis dépasse la tête d'un petit chien blanc. Coppola nous le lance au visage, ce qu'il a coûté ce petit chiot blanc, ce qu'il a coûté d'intense trouille, de nerfs tendus à rompre, d'incompréhensions, de tuerie aveugle. Tout ça parce qu'un geste précipité et tous craquent et la mort crache.

— Un thème aussi de ce film. Jusqu'où vont les limites de l'homme ? A quel moment craque-t-il ? La peur viscérale, animale du cuisinier face à un tigre (nous avons bien peur des chiens). Quand l'homme se transforme-t-il en tueur conscient ou inconscient ? Jusqu'où peut aller le soldat dans une guerre imposée ? Qu'il n'a pas voulue ? Quand il ... voit en tueur qu'il refuse d'être ? Guerre que des millions d'Américains n'ont pas voulue. Guerre que la politique impitoyable des impitoyables monopoles US a imposée aux Vietnamiens, aux Américains, au monde.

*Nicole MARGERIE.*



*Le colonel Willard (Martin Sheen) tuera son double, le colonel Kurtz.*

# La souscription reste ouverte

| | |
|---|---|
| Total précédent | 351 457,96 F |
| Une lectrice, Montpellier | 200 F |
| Sur vente de photos, Paris | 3 F |
| Souscription un camarade, Paris | 50 F |
| Sur vente de timbres collection, Paris | 177 F |
| Supplément à réabonnement bimensuel : | |
| J.G., Taenac | 12 F |
| L.P., Paris | 25 F |
| B., Chelles | 25 F |
| G.A., Fougères | 25 F |
| J.L. VG., Nord | 2 F |
| Supplément à abonnement quotidien J. CH., Rodez | 150 F |
| Soutien à HR, M.PH., Isère | 500 F |
| On tient le bon bout ! T.M., Région Lyon | 100 F |
| Souscription, Agen | 40 F |
| Vente de bimensuel relié, Agen | 50 F |
| S et F, Agen | 100 F |
| Soutien pour les 40 millions M.R., Loire-Atlantique | 500 F |
| Contribution des permanents à la souscription | 25 000 F |

Au cours de l'été, ceux des permanents (Imprimerie, Administration, comité de Rédaction) qui le pouvaient, ont reversé tout ou partie de leur salaire (modeste) de juillet ou d'août. Il s'est agi de leur part d'un effort de caractère exceptionnel répondant aux problèmes financiers difficiles que le Parti a dû résoudre pendant les mois de juillet et d'août.

| | |
|---|---|
| Cellule Chen Yi du PCML, Paris | 2 000 F |
| Braderie Brétigny G.M., Essonne | 250 F |
| Sur vente de confiture, Paris | 5 F |
| Souscription plus vente de toupies et cartes postales réalisées par des camarades du Languedoc Roussillon | 202,50 F |
| Economie réalisée au niveau des secteurs | 21 000 F |
| Cellule du PCML Sacité, Marseille | 300 F |
| Supplément à abonnement bimensuel M.E., Le Mans | 7 F |
| Nouveau total au 30 août 1979 | 402 181,46 F |

## ECHOS *des entreprises et quartiers*

*Grève avec occupation à l'usine Alsthom de Belfort.*

BELFORT

# L'usine Alsthom occupée

VENDREDI 28 septembre, la direction de l'entreprise Alsthom-Atlantique de Belfort aurait dû inaugurer le centenaire de l'entreprise. Aurait dû car les travailleurs en ont décidé autrement : ils ont occupé l'usine.

Depuis de longs mois déjà, la direction préparait le centenaire : locaux repeints, bureaux astiqués, programme super-chouette : TGV (train à grande vitesse), vieilles locos, gros rotors. Des centaines d'invités étaient prévus, en tête desquels se trouvait théoriquement Ponia.

La direction avait oublié par mégarde les travailleurs. 7 500 travailleurs ça se remarque dans une entreprise. Pas à Belfort. Les revendications existaient depuis bien longtemps : réduction du temps de travail, cinquième semaine de congés payés, augmentation des salaires, treizième mois.

De cela la direction n'en avait cure. Elle pensait que l'esprit maison triompherait de la rogne et de la grogne.

Mal lui en a pris car jeudi les travailleurs ont dit non à sa mascarade et 90 % d'entre eux sont en grève et l'occupation a été décidée. Du coup, les invités ont été accueillis ailleurs et la direction a dû annuler la visite des ateliers et autres bureaux.

90 % des travailleurs en grève, on n'avait pas vu ça depuis mai 1968 à l'Alsthom-Belfort. A force de trop tirer sur la corde, les patrons l'ont ramassé en pleine tête. Ça va leur faire très mal. Mais ils le méritent bien.

CENTRE DE TRI PLM

# La volonté de se battre

AU centre de tri de PLM, particulièrement sur les ambulants, le problème des effectifs est crucial. Les départs à découvert sont fréquents. Avec la création du train-poste Bourdonnais, prévue pour ce lundi 1er octobre, la situation ne fera que s'aggraver, puisque l'administration est incapable de fournir les effectifs suffisants pour toutes les positions de travail prévues.

Cela veut dire encore plus de suppression d'ASA (autorisation d'absence syndicale), encore plus de retenues de congés compensateurs, encore plus de congés annuels annulés.

Au début de la semaine passée, une rencontre CFDT-CGT-FO a eu lieu. Un accord s'est réalisé entre la CFDT et la CGT pour la semaine d'action locale prévue pour le début octobre.

Vendredi 21 septembre au soir, toute la brigade A des ambulants s'est réunie sur le transbordement pour protester contre le manque d'effectifs et demander des explications à l'inspecteur de permanence qui ne saura que répondre : *« Patientez, attendez la mi-octobre »*. Le climat est chaud pour partir en grève de suite, mais finalement la décision est renvoyée au prochain voyage.

Lundi 24 au soir, la brigade B rebelotte et même rengaine du chef de permanence. Cette fois, décision est prise de partir immédiatement en grève la prochaine fois qu'il manque un seul effectif.

Mardi 25, la brigade A, toujours des ambulants, vote le principe de la grève avec préavis, mercredi soir sur la B et jeudi soir sur la C, information de ce qui se passe sur les autres brigades. Le personnel apprécie qu'on lui demande son avis et qu'on rompe avec le parachutage habituel. Vendredi 28 au soir, comme prévu, réunion de la brigade B : vu l'évolution de la semaine, le dépôt de préavis et la coupure du week-end, cette brigade ne partira pas de suite en grève et attend le début de la semaine.

*A suivre*

PICARDIE

# On occupe la chambre patronale de l'Aisne

LA chambre patronale de l'Aisne à St-Quentin a été occupée en fin de semaine dernière par une centaine de travailleurs de l'entreprise Boyer. Ceux-ci entendaient ainsi protester contre les 170 licenciements que projette la direction de cette entreprise d'appareils de manutention. La société emploie à l'heure actuelle 370 personnes.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

# Opération charme dans le nucléaire

APRES les incidents de la centrale d'Harrisburg aux USA et les révélations des syndicats CGT et CFDT sur les fissures dans les tôles d'acier entourant le cœur de certaines centrales, les adeptes du tout nucléaire repartent à l'assaut.

Du 3 au 6 octobre, ces messieurs, qui ne reculent devant rien pour placer leur marchandise, organisent à Montpellier une exposition sur le sécurité nucléaire. Le clou de la représentation consistera en la projection d'un film sur les événements d'Harrisburg, pour en arriver, « preuves à l'appui », à montrer que rien de ce qui est arrivé là-bas ne peut se produire chez nous.

Nous aimerions en être sûrs. Les apologistes du tout nucléaire pratiquent la méthode Coué. A force de répéter que rien ne peut arriver de grave dans les centrales nucléaires françaises, ils ont fini par en être persuadé.

Mais cela prend une tournure plus que douteuse en la circonstance et dans la région Languedoc-Roussillon. Le comité économique et social (CES) — organisateur de l'exposition — n'avait-il pas réclamé la construction immédiate d'une centrale nucléaire sur le littoral, à Port-la-Nouvelle. Voilà qui est bien curieux.

L'opération-charme de ce comité a un arrière goût de tromperie. Les populations locales ont fait savoir leur opposition à une éventuelle centrale nucléaire, mais le CES a l'air de s'en battre l'œil.

Attention au retours de bâton, il n'y a pas d'atomes crochus entre le CES et la population. A force de faire de la science-fission, les apologistes du tout nucléaire vont sauter en l'air. On ne joue pas avec la vie des gens.

*Yves LEPIC*

LE CARNET BLANC DES MONOPOLES

# On restructure chez DMC

DMC c'est le firme Dolfuss-Mieg spécialisée jusqu'il y a peu dans le textile (fils de coton pour canevas, etc.). C'est cette société qui produit les marques Deschamps, KBC, Irisette, Möwe. DMC c'est aussi pour 2 % du chiffre d'affaires des activités « arts graphiques » qu'elle veut céder. C'est aussi Cartier-Bresson (textile).

Or le secteur textile connait un grand redéploiement et DMC ne veut pas être en reste. Alors la firme veut se redéployer dans le secteur de la distribution, un peu comme les Willot.

La situation financière est en passe de se redresser (traduisez les profits) et la direction peut maintenant envisager sa reconversion.

Mais jusqu'où ira cette reconversion ? Que vont devenir les employés du secteur textile ? L'avenir proche nous le dira très certainement.

# Contrat juteux pour la CGE...

ALSTHOM-ATLANTIQUE (filiale de la CGE) ne répond que par le mépris aux revendications des travailleurs (voir article dans cette page). Pourtant le contrat qu'elle a décroché avec la République populaire de Chine lui rapportera 500 millions de francs.

Elle va en effet vendre aux Chinois un turbo-alternateur de 600 mégawatts. Avec l'argent retiré de ce marché, la direction a de quoi répondre aux revendications des travailleurs.

# ... Et pour la Thomson CSF

THOMSON-CSF, le No 1 de la téléphonie en France va livrer aux Bulgares un central temporel MT 20/25 pour équiper le réseau téléphonique de la Bulgarie. C'est encore un petit contrat qui devrait rapporter quelques millions à la société, mais pas grand-chose aux travailleurs.

Nous travaillons, ils profitent, il n'y a aucune raison pour que cela dure.

## BLOC-NOTES

**30e ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**
***Paris Beaubourg***

En collaboration avec l'Association des Amitiés franco-chinoises, la Bibliothèque publique d'information (BPI) propose une série de débats

12 octobre : *Les minorités en Chine.*
Avec Jean Goefin, Régis Bergeron, Claudette Castan. Petite salle du Centre (1er sous-sol) – 19 heures.
19 octobre : *Témoignage d'Han Suyin.*
Petite salle du Centre (1er sous-sol) – 19 heures.
29 octobre : *Le cinéma chinois.*
Avec Régis Bergeron, Marie-Claire Quiquenelle. Salle Jean Renoir (2e étage) – 19 heures.
31 octobre : *La santé en Chine.* (sous réserve)
Petite salle du Centre (1er sous-sol) – 19 heures.

5 novembre : La Justice en Chine
12 novembre : *L'enseignement en Chine.*
Salle Jean Renoir (2e étage) – 19 heures.
19 novembre : L'Économie rurale chinoise.
Avec Pierre Gentelle, Alain Lefebvre, Hélène Marchisio. Salle Jean Renoir (2e étage) – 19 heures.

Note de *l'Humanité Rouge* : Un certain nombre de dates ont été modifiées par rapport aux annonces que nous avons passées précédemment. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.


Pour s'informer régulièrement et connaitre la Chine

**4 périodiques en français**

Pour s'informer régulièrement et connaitre la Chine, quatre périodiques en français :

– *Beijing information*, hebdomadaire - le reflet de l'actualité chinoise et des analyses sur la situation internationale.
Abonnement - 1 an : 40 F ; 2 ans : 60 F ; 3 ans : 80 F.

– *La Chine en construction* : mensuel. Des articles, des reportages sur la santé, l'éducation, l'histoire, l'économie, l'art.
Abonnement - 1 an : 19 F ; 2 ans : 28,50 ; 3 ans : 38 F.

– *La Chine*, mensuel. Les articles courts, abondamments illustrés rendent ce magazine très attrayant.
Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

– *Littérature chinoise*, mensuel - Publie nouvelles et romans classiques et modernes, des critiques, des études sur la peinture traditionnelle et contemporaine, des chroniques sur la poésie, le théâtre, le cinéma...
Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

Adressez vos abonnement et réabonnement à E-100, 24 rue Philippe de Girard – 75010 PARIS.
(Spécimens sur demande).

*P. S. N'oubliez pas de vous réabonner à temps : l'échéance figure sur la bande adresse. Exemple : 11/78-10/79, le No 10 est le dernier que vous recevrez.*



**l'humanité rouge**

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979


*Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste*

NOM . . . . . .
PRENOM . . . . . .
Lieu de travail . . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

*(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge)*

30e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

# Le difficile chemin de la démocratie socialiste

**Parler de la démocratie, de son développement et de ses insuffisances en Chine aujourd'hui n'est pas chose facile. Car nous avons souvent tendance à plaquer notre vision d'une démocratie socialiste « idéale », « pure », « parfaite », en oubliant allègrement les conditions concrètes de chaque pays, son passé, qui pèse pourtant d'un poids terrible sur les mentalités, les obstacles à surmonter pour avancer.**

**En ayant présent à la mémoire le contexte actuel et passé de la Chine, peut-être serons-nous plus à même de comprendre le stade de la démocratie en Chine, tant sur le plan des progrès que sur le plan des insuffisances.**

LA Chine est un pays socialiste, c'est vrai. Mais comme l'ont indiqué les quatre auteurs du dazibao de Li Yizhe en 1974 : *« Le socialisme chinois est l'enfant prématuré d'une société semi-féodale et semi-coloniale, qui porte les traces idéologiques de plus de deux mille ans de domination féodale (...) La tare de la dictature féodale pèse lourdement sur la conscience des masses et des membres ordinaires du Parti communiste »*.

Et nous qui avons renversé le système féodal en 1789, sommes-nous bien conscients de ce que signifient ces mots : *« dictature féodale »* pour le peuple chinois avant 1949 ?

Sommes-nous bien conscients de l'étrange mélange de soumission et de rébellion que cette dictature a engendré chez des millions de paysans, sans cesse écrasés ?

> *Extrait de Fanshen par W. Hinton*
>
> *« Depuis si longtemps, la moindre opposition des métayers et journaliers était réprimée avec une telle dureté que désormais ils répugnaient d'instinct à tout soulèvement. Vingt siècles durant, les révoltes avaient été écrasées l'une après l'autre. Ceux qui s'étaient dressés pour les diriger, avaient été achetés ou avaient eu la tête tranchée. Leurs partisans avaient été taillés en pièces, brûlés, étripés ou écorchés vifs. Dans la région de T'ai-Hang, les propriétaires montraient avec fierté aux visiteurs étrangers les articles confectionnés en peau humaine. De tels exemples et de tels souvenirs faisaient partie de l'héritage culturel de chaque paysan chinois ».*

Il aura fallu la direction du Parti communiste pour que le mouvement paysan trouve enfin la voie de la victoire.

## Les bases de la démocratie

Il est évident que la victoire de 1949, en supprimant le pouvoir politique et économique des propriétaires fonciers et en ouvrant la voie au socialisme, a du même coup sapé les bases de la dictature semi-féodale et semi-coloniale et amorcé les grandes lignes de la démocratie populaire : fini le droit de vie et de mort du propriétaire sur les paysans, fini le pillage des terres, fini le mariage forcé de « l'épouse-enfant » au vieux « sac d'or »...

> *Chant paysan - 1958*
>
> *Il n'y a pas d'empereur de jade dans les cieux.*
> *Il n'y a pas de roi-dragon sur la terre*
> *Je suis l'empereur de jade*
> *Je suis le roi-dragon*
> *Collines et montagnes, écartez-vous. J'arrive.*

Et pourtant tous les droits démocratiques du peuple chinois sanctionnés par la loi ne se sont pas imposés d'un seul coup dans la réalité ni surtout dans la conscience de ces hommes tellement habitués à se taire depuis des millénaires.

Et quand aujourd'hui encore, un cadre outrepasse ses droits et opprime celui qu'il devrait servir, la tendance est toujours là de courber l'échine.

## Le vertige du pouvoir

En même temps, cet esprit de soumission trouve son pendant dans l'autoritarisme de certains cadres.

Perdant de vue qu'ils doivent être les serviteurs du peuple, des cadres, pris du vertige du pouvoir, se mettent à imiter les méthodes brutales des propriétaires fonciers ou des officiers du Kuomintang d'hier. Ce « vertige du pouvoir » a gangréné plus d'un cadre et il en gangrènera encore.

> Extraits de *Fanshen* par W. Hinton
>
> Le récit suivant se passe dans un petit village d'une zone libérée par l'Armée populaire de Libération en 1946 :
>
> « — *Tu n'as pas entendu l'annonce du meeting ?* » demanda Man Hsi (le milicien) d'un ton menaçant.
>
> — *Je l'ai entendue, mais je ne pouvais pas laisser mon chaume*, répondit Yuan-Lang (le paysan) en se levant et en reculant prudemment d'un pas.
>
> — *Si tu l'as entendue, pourquoi n'y es-tu pas ? Allons, viens nous voulons voir tout le monde*, gronda Man-Hsi en s'avançant vers Yuan-Lang qui reculait.
>
> — *Mais je n'ai pas mangé.*
>
> — *Mange de la m... Un meeting pour notre lutte vient de commencer et tu parles de manger. Je vais t'apprendre à manger !* (Man Hsi frappa le paysan en pleine poitrine du plat de la main). *Allons partons.*

De nombreuses années plus tard, Lin Piao et la bande des Quatre ont profité de ces tendances pour prendre le pouvoir et supprimer de fait une bonne partie des lois promulguées par les trois assemblées populaires antérieures, en particulier les lois garantissant les libertés démocratiques du peuple comme le droit à la défense en cas de procès.

> *Li Yizhe. A propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme*
>
> *Soudain, l'été 1968, la légalité s'est enrayée, remplacée par ce seul principe :* « Le pouvoir c'est la répression, la répression c'est le pouvoir ».
>
> *Aux quatre coins du pays, sur une grande échelle, les rafles et la répression firent rage. Les prisons regorgeaient d'innocents.*
>
> *Où est donc passée la légalité socialiste ? Il paraît qu'elle n'existait plus, qu'elle n'était plus valable parce qu'elle avait été élaborée par l'ancienne Assemblée nationale populaire.*

## Aujourd'hui

Mais aujourd'hui ? direz-vous. Les conceptions féodales sont-elles complètement extirpées de la conscience des masses et même du Parti communiste ? Non, bien sûr. Et c'est un combat qui est loin d'être terminé, à tous les niveaux. De même, que la lutte contre le bureaucratisme, l'autoritarisme et les abus de pouvoir des cadres. Régulièrement d'ailleurs, le *Quotidien du peuple* publie des exemples concrets de méthodes anti-démocratiques ou arbitraires et appelle le peuple à les critiquer.

Il y a aussi des notions qui restent floues comme celle des *« actes contre-révolutionnaires »* justifiant le jugement par un tribunal : certain directeur de prison, plus « dur » qu'un autre, interprétera la distribution d'un tract contre-révolutionnaire comme un acte méritant la prison. Un autre responsable vous dira, lui, que c'est là une manifestation de la liberté d'expression et que la lutte contre des opinions contre-révolutionnaires doit rester un débat d'idées et ne pas se solder par la répression.

On voit ici toute l'implication que cette notion, encore floue, peut avoir, lorsqu'il y a des manifestations à Pékin, ville où la municipalité a publié un communiqué interdisant toute manifestation gênant la circulation.

Sur le plan de la législation, la 5e Assemblée a adopté cette année des lois pour garantir les droits démocratiques et les devoirs du peuple. Car, sans législation, comment empêcher l'arbitraire et l'injustice ?

Sur le plan des élections, un processus est en cours pour que *tous* les députés soient élus, et non désignés par en haut, comme cela s'est encore pratiqué dans certains cas à la dernière assemblée du mois de juin.

Bien sûr, les élections ne sont pas la potion magique qui réglera tout (comme en témoignent les élections chez nous), mais en système socialiste, c'est un moyen efficace qui permet au peuple de donner son avis démocratiquement sur les grandes orientations du pays. Sans compter que le peuple a le droit de révoquer ses représentants s'ils n'accomplissent pas les tâches pour lesquelles ils ont été élus.

## Le pouvoir dans les usines

Enfin, comment ne pas terminer sur ce qui est primordial, même si ce n'est pas parfait : le pouvoir de décision des ouvriers dans les usines et des paysans dans les communes populaires.

De plus en plus souvent, les chefs d'ateliers et les chefs d'équipe sont élus par les ouvriers, et les chfs de la brigade de production à la campagne sont élus par les paysans.

A plus long terme, l'élection des directeurs d'usine est envisagée. Dans les ateliers, les ouvriers discutent de la répartition des primes et chaque année, les délégués des ouvriers donnent leur avis sur le rapport du directeur. Vous vous imaginez, vous, en train d'élire votre contre-maître ou de discuter de la distribution des bénéfices de l'usine Renault ou Citroën ?

*Claude LIRIA*

*Plusieurs centaines de manifestants dimanche dernier à Pékin.*
*Sur la banderole* Faire respecter la Constitution. *La raison du défilé : l'intervention de la police, samedi, qui a interdit une exposition des peintres non conformistes. Les manifestants réclamaient « la démocratie politique et la liberté artistique.*